

La voix du peuple : des Canadiens qui s'expriment

par Susan Crompton

Nous avons tous une opinion sur la politique — qu'il s'agisse d'une opinion sur notre conseiller municipal ou sur le premier ministre —, et la plupart des gens acceptent très facilement de partager leurs points de vue avec les membres de leur famille et leurs amis. Cependant, un nombre beaucoup plus restreint de personnes prennent le temps de faire valoir leurs points de vue publiquement. Selon l'Enquête sociale générale (ESG) de 2000, seulement 9 % des Canadiens de 15 ans et plus ont participé à un débat public cette année-là, exprimant leur opinion soit en écrivant une lettre à un journal ou à un fonctionnaire, soit en participant à une émission de ligne ouverte.

Même s'il s'agit d'une petite minorité de Canadiens, leur voix pèsent très lourd. Des spécialistes en sciences sociales soutiennent que les opinions politiques peuvent mener à une action politique, et qu'ainsi, les politiciens, les personnalités publiques et les décideurs les prennent plus au sérieux que l'opinion du public qui se prononce sur des sujets comme le jardinage, l'astrologie ou les

TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Les données utilisées dans le présent article proviennent de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2000. Cette enquête s'est déroulée sur une période de 12 mois au cours desquels on a interviewé plus de 25 000 répondants de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés répartis dans les 10 provinces. Parmi les cinq questions portant sur le niveau d'intérêt et la participation des répondants à la politique, l'une des questions qui leur étaient posées se lisaient ainsi : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous écrit une lettre ou participé à une émission de ligne ouverte pour exprimer un point de vue? »

Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent : Il s'agit des personnes de 15 ans et plus qui ont répondu « Oui » à la question posée dans le cadre de l'ESG citée précédemment.

sports¹. Dans le présent article, nous tentons de définir les caractéristiques fondamentales de ces Canadiens qui s'expriment publiquement.

Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont plus scolarisées et dans une situation plus avantageuse

Les gens ont en général un éventail de valeurs politiques fondamentales

lorsqu'ils arrivent dans la vingtaine. S'ils changent d'opinions, c'est généralement parce que leur situation personnelle a changé². Autrement dit,

1. J.J. Guy, *People, Politics and Government: A Canadian Perspective*, Scarborough, Ontario, Prentice Hall Allyn and Bacon Canada, 1998, p. 34.

2. J.J. Guy, *ibid.*, p. 29 et 30.

le fait qu'une personne exprime différentes opinions politiques à un certain moment de sa vie indique probablement qu'elle a trouvé un nouvel emploi, a déménagé dans une autre collectivité ou a changé de statut social, mais ce fait n'est pas attribuable à l'âge. Les données recueillies dans le cadre de l'ESG révèlent, en général, que les Canadiens qui écrivent une lettre ou qui participent à une émission de ligne ouverte ne sont pas nécessairement plus jeunes ou plus âgés que les autres adultes. Toutefois, ils sont plus susceptibles d'être anglophones que les autres Canadiens adultes³.

En outre, les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont généralement davantage scolarisées, plus de la moitié (58 %) d'entre elles étant titulaires d'un diplôme d'études collégiales ou d'un grade universitaire, comparativement à 40 % de leurs homologues qui ne font pas valoir leurs opinions. Puisque le niveau de scolarité est étroitement lié au revenu, on pourrait s'attendre à ce que les personnes qui écrivent ou qui téléphonent soient plus fortunées. En effet, 27 % d'entre elles touchaient un revenu personnel supérieur à 50 000 \$ (contre 18 % pour les personnes qui ne font pas valoir leurs opinions), et 46 % touchaient un revenu du ménage de 60 000 \$ et plus (contre 38 % pour les autres). Le statut socio-économique d'une personne peut influencer sur ses valeurs politiques et sociales fondamentales⁴; il peut aussi influencer sur sa confiance de faire valoir son opinion en public.

3. Renvoie à la langue la plus couramment parlée à la maison.

4. X. Luo, « What affects attitudes towards government's role in solving unemployment? A comparative study of Great Britain and the United States », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 10, n° 2, 1998.



Près de 6 personnes sur 10 qui écrivent ou qui téléphonent sont titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires

	Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent	Les personnes qui n'écrivent ou ne téléphonent pas
	% de la population de 15 ans et plus	
Sont des hommes	52	49
Sont des femmes	48	51
Sont titulaires d'un diplôme d'études collégiales ou d'un grade universitaire	58	40
Ont un revenu personnel supérieur à 50 000 \$	27	18
Ont un revenu du ménage supérieur à 60 000 \$	46	38
Parlent uniquement en anglais à la maison	84	64

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2000.



Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent s'engagent beaucoup plus dans leur collectivité que les autres adultes

	Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent	Les personnes qui n'écrivent ou ne téléphonent pas
	% de la population de 15 ans et plus	
Ont voté lors des dernières élections (électeurs admissibles seulement)	74	62
Au cours des 12 derniers mois, ont...		
discuté de politique avec d'autres personnes	87	58
recherché de l'information sur des questions politiques	53	20
fait du bénévolat pour un parti politique	10	2
fait du bénévolat pour un groupe ou une organisation et ont...	54	30
collecté des fonds, sollicité ou participé à des campagnes	57	48
fourni des renseignements ou aidé à éduquer, à influencer l'opinion publique ou à exercer des pressions pour le compte d'une organisation	50	33
organisé ou coordonné des activités ou des événements	67	60
effectué des travaux consultatifs ou administratifs ou ont été membres non rémunérés d'une commission ou d'un comité	53	38

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2000.

Alors que la majorité des Canadiens aiment parler de politique, les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont davantage passionnées par ce sujet. La plupart d'entre elles (87 %) avouent avoir discuté de politique avec d'autres personnes au cours des 12 derniers mois, alors que 58 % des autres adultes en ont fait autant. Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont également cinq fois plus susceptibles d'avoir fait du bénévolat pour un parti politique durant les 12 derniers mois (10 % par rapport à 2 %). Il n'est pas étonnant qu'un nombre plus important de ces personnes ayant droit de vote aux dernières élections aient déposé leur bulletin dans l'urne (74 % par rapport à 62 %).

Ces résultats sont intéressants parce que les groupes de pairs ont une

influence, dans une très large mesure, sur les valeurs et les opinions politiques, en particulier si l'objet de cette politique est important pour ces groupes⁵. La pression exercée par les pairs peut cependant entraîner une certaine uniformité quant aux points de vue. Ainsi, une étude récente révèle que les personnes ont beaucoup plus tendance à discuter d'un problème avec un groupe si elles sentent que celui-ci appuie leurs propres opinions⁶. Alors que les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont probablement mieux renseignées (53 % d'entre elles se sont informées sur les questions politiques par rapport à seulement 20 % des autres adultes), leurs connaissances peuvent ne pas générer une diversité d'opinions, puisqu'elles sont susceptibles d'adapter leurs interprétations de la

politique à celles de leur groupe de pairs.

Les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont plus engagées dans leur collectivité

L'information peut mener à la « mobilisation » politique⁷. Cela laisse supposer

5. J.J. Guy, *op. cit.*, p. 32.

6. A.F. Hayes, J. Shanahan et C.J. Glynn, « Willingness to express one's opinion in a realistic situation as a function of perceived support for that opinion », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 13, n° 1, 2001.

7. H.A. Semetko et P.M. Valkenburg, « The impact of attentiveness on political efficacy: Evidence from a three-year German panel study », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 10, n° 3, 1998.

TSC Opinion politique à l'ère d'Internet

Les nouvelles technologies permettent aux citoyens de s'informer et d'établir des liens entre eux. Un réseau presque illimité de forums et de groupes de discussion, de salons de clavardage et de messageries sur Internet offre aux gens l'occasion de s'exprimer par des moyens qui étaient impensables quelques années plus tôt. Ceux-ci peuvent programmer leurs ordinateurs pour en extraire des nouvelles et de l'information personnalisées diffusées par une multitude d'agences de presse et de bases de données.

L'échange d'information devient plus interactif de jour en jour. Des réseaux d'information, par exemple, demandent régulièrement aux téléspectateurs de leur transmettre leurs questions et leurs commentaires par courriel ou par télécopieur, lesquels sont par la suite présentés à des participants au cours de l'émission. Dans ce contexte, l'interaction des citoyens avec leurs politiciens et les médias joue un rôle de plus en plus important dans la

définition, le façonnement et la détermination des enjeux. Les recherches révèlent généralement que dans les sociétés démocratiques, lorsqu'un plus grand nombre de personnes se sert des médias pour obtenir de l'information sur la politique, le consensus sur les priorités sociales s'élargit dans les collectivités¹.

Les valeurs fondamentales des médias et de la politique sont remises en question depuis la venue des nouvelles technologies, s'éloignant ainsi du pouvoir traditionnel de l'autorité. Il reste à savoir comment les nouvelles technologies des communications de masse influenceront sur l'opinion publique, les institutions politiques et la politique gouvernementale.

1. E. López-Escobar, J.P. Llamas et M. McCombs, « Agenda setting and community consensus: First and second level effects », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 11, n° 1, 1998.

que les personnes qui écrivent ou qui téléphonent — et qui ont tendance à être mieux informées — peuvent être davantage portées à « s'engager » que les autres personnes. En effet, celles-ci étaient beaucoup plus actives au sein de leur collectivité que celles qui n'écrivent ou ne téléphonent pas, soit 54 % contre 30 % respectivement.

En tant que bénévoles, les personnes qui écrivent ou qui téléphonent sont considérablement plus susceptibles de s'engager dans des unités éducatives et administratives d'organisations que celles qui s'abstiennent de participer, plutôt que de participer à des campagnes de collecte de fonds, de faire de la sollicitation ou de coordonner des événements ou des activités. La moitié d'entre elles s'efforçaient d'éduquer, d'exercer des pressions ou d'influencer l'opinion publique (50 % par rapport à 33 % des personnes qui n'écrivent ou ne téléphonent pas), et plus de la moitié participait au fonctionnement de l'organisation, par exemple, à titre de membres d'une commission ou d'un comité ou comme administrateur (53 % par rapport à 38 %).

Il n'est pas étonnant que les personnes qui écrivent ou qui téléphonent soient plus intéressées par la politique ou plus engagées dans leur collectivité. Le noyau de l'opinion politique informé sur la plupart des problèmes est habituellement un « public particulier » plutôt que le « grand public », et les causes dans lesquelles ces gens s'engagent tendent à être bien déterminées et locales⁸. Être actif dans une collectivité suppose généralement une prise de conscience

élargie des problèmes auxquels le voisinage est confronté — qu'il soit question de la vitesse au volant dans les rues résidentielles ou de la fermeture d'hôpitaux —, et les problèmes locaux peuvent rapidement se transformer en enjeux politiques.

Résumé

Depuis quelques années, les médias écrits et électroniques destinés au grand public sont gérés par un plus petit nombre de propriétaires⁹. Les observateurs font valoir que les divers points de vue exprimés sont par conséquent devenus plus homogènes. Néanmoins, ces médias demeurent les moyens les plus transparents qu'empruntent les gens pour exprimer leurs opinions sur la politique gouvernementale. L'une des méthodes classiques pour exercer des pressions politiques reste les campagnes épistolaires des médias et, à ce titre, ces derniers peuvent participer à la création de groupes qui partagent un but commun¹⁰.

Cependant, moins de 1 adulte canadien sur 10 écrit des lettres ou participe à des émissions téléphoniques pour exprimer ses opinions publiquement. Les niveaux de scolarité et de revenu ont tendance à être plus élevés chez ces personnes que chez celles qui sont plus hésitantes à partager leurs points de vue. Le fait que les personnes

qui écrivent ou qui téléphonent pour s'informer de questions politiques soient plus engagées dans des projets communautaires et qu'ils manifestent leur intérêt pour ces questions indique qu'elles sont plus politisées que les Canadiens moyens. Il semble que ces personnes soient des décideurs locaux dont les opinions peuvent influencer sur la vie de nombreuses autres personnes.

10. D.L. Shaw, M. McCombs, D.H. Weaver et B.J. Hamm, « Individuals, groups and agenda melding: A theory of social dissonance », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 11, n° 1, 1999.



Susan Crompton est rédactrice en chef de *Tendances sociales canadiennes*.

Vous servez-vous
de la publication
*Tendances sociales
canadiennes* pour
vos affaires?

Depuis combien de
temps la lisez-vous?

Prière d'envoyer vos commentaires à :

Rédactrice en chef
Tendances sociales canadiennes
7^e étage, immeuble Jean-Talon
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Télécopieur : (613) 951-0387
Courriel : cstsc@statcan.ca

NOUS AIMERIONS AVOIR DE VOS NOUVELLES.

8. J.J. Guy, *op. cit.*, p. 34.

9. Ainsi, Canwest Global est propriétaire de journaux (notamment du *National Post*) ainsi que du réseau de télévision Global; Bell Globemedia possède CTV Inc., le *Globe and Mail* et Sympatico. *Financial Post*, 11 mars 2002. FP3.